



Législatives :

FAISONS ENTENDRE LA VOIX DU MONDE DU TRAVAIL !

Macron compte profiter des législatives pour se tailler une majorité à l'Assemblée, prête à voter toutes les lois anti-ouvrières comme des playmobil. Il nous refait le coup du grand débat avec lequel il avait tenté d'étouffer le mouvement des Gilets jaunes, tout en promettant du sang et des larmes : la retraite à 65 ans et le travail forcé pour les chômeurs en fin de droits. Aucun espoir de bloquer ces sales plans dans les urnes, l'opposition à Macron et à sa politique au service des patrons, c'est dans la rue que ça se passe !

Macron 2 : guerre de classe et grand bla-bla

Inutile de rappeler les états de service de Macron. Ceux de sa nouvelle Première ministre aussi sont éloquentes : cette ancienne PDG est responsable de l'infâme réforme de l'assurance chômage qui coupe les vivres aux demandeurs d'emploi. Ces quatre mains de fer prétendent se glisser dans le gant de velours du « conseil national de la refondation », un nouveau gadget sur le modèle du grand débat ou de la convention citoyenne sur le climat – dont toutes les propositions avaient été édulcorées pour plaire aux industriels ! Pas de doute, ces deux-là vont continuer la guerre contre les travailleurs.

Le patronat, lui, ne s'embarrasse pas avec un détail comme des élections. Quel que soit le futur Premier ministre, son programme est clair. Crise écologique, Covid, guerre en Ukraine, c'est toujours au monde du travail, demain comme aujourd'hui, qu'on présentera la facture par le biais des licenciements et de l'inflation. Raison pour laquelle les bénéfices des grands groupes et les fortunes des milliardaires s'envolent !

Le Pen et Zemmour : le racisme au service du patronat

Face à l'inflation galopante et à la misère des services publics, dont l'hôpital qui s'effondre, l'extrême droite dénonce... les impôts que Macron voudrait augmenter ! Elle oublie de préciser que les impôts ne cessent de baisser pour les riches et les grands groupes. Le problème vient des salaires qui sont bloqués. Mais Marine Le Pen l'a répété : elle est opposée à

l'augmentation du Smic. Il ne faudrait surtout pas forcer la main au patronat pour qu'il pioche dans ses profits faramineux ! Retour donc aux diversions habituelles : immigration, islam...

La gauche : promesses de campagne... et réalité !

Après avoir promis la 6^e République, Mélenchon s'accommode de la 5^e, et même de Macron dont il se verrait bien Premier ministre. Son programme de la présidentielle, pourtant déjà très respectueux des intérêts des grands groupes capitalistes, a fondu comme neige au soleil dans la Nupes, cette alliance qui fait la part belle au PS et aux Verts.

Les rares promesses qu'il contient en faveur des travailleurs suffisent à faire s'étrangler Macron, qui accuse la gauche de mener au « désordre et à la soumission ». Diable ! C'est plutôt le capitalisme qui mène la planète au désordre des crises incessantes et vise la soumission du monde du travail !

Mélenchon trompe volontairement les travailleurs quand il prétend pouvoir changer les choses depuis les bancs de l'Assemblée. C'est encore le patron du Medef qui l'explique le mieux : « *l'économie, on ne peut pas la commander depuis Matignon. Les 700 000 chefs d'entreprise, ils vont dire simplement : "j'avais un CDD, je ne le renouvelle pas, j'avais un intérimaire, je ne le renouvelle pas"* »

Reprenons nos affaires en mains

Le vrai pouvoir est dans les mains des capitalistes. La seule opposition à ce pouvoir, c'est celle des travailleurs en lutte. C'est la riposte du monde du travail qu'il est urgent de préparer. Nous n'avons rien à attendre des promesses des Macron, Mélenchon, Le Pen et autres prétendants aux strapontins parlementaires. La seule perspective face aux crises multiples et à la menace de guerre, c'est celle d'un monde débarrassé du capitalisme.

Dans cette élection inutile, mettons un pavé dans l'urne pour montrer notre détermination à nous battre sur le seul terrain qui compte, celui de la grève et de la rue : votons pour les candidats de l'extrême gauche révolutionnaire, ceux du NPA là où ils se présentent et partout ailleurs de Lutte ouvrière.

Si ce bulletin t'a plu, fais le circuler ! Si ce bulletin t'a plu, fais le circuler ! Si ce bulletin t'a plu, fais le circuler !

Un tiens vaut mieux que deux tu l'auras

À Paris 15, la deuxième présentation figure désormais dans les objectifs de la prime d'équipe. Il faudrait emporter à nouveau la moitié des instances le lendemain, peu importe qu'elles soient distribuables ou pas. Est-ce pour nous inciter à zapper la première présentation ?

On ne va pas se plier en quatre

La direction nous a demandé de distribuer les plis électoraux en quatre jours, voire trois sur certains secteurs. Pour une fois qu'ils arrivent en avance, il faudrait quand même faire la course ? Quel piège à con !

Non au vol de salaire !

À la PIC de Rennes, plusieurs collègues contractuels viennent de gagner aux prud'hommes contre La Poste pour des retenues abusives de jours de grève. Ils avaient fait grève des samedis et La Poste avait déduit aussi les dimanches sur les salaires, comme elle le fait maintenant aussi chez nous.

Cette méthode a donc été jugée illégale par le tribunal, qui a même condamné La Poste à verser des dommages et intérêts aux collègues en plus de rembourser les salaires.

Grève des salariés du nettoyage : il n'y a que la lutte qui PEI !

Après un mois de grève, les salariés de PEI, un sous-traitant de Renault au Technocentre de Guyancourt (78) ont fini par faire plier les patrons. Mobilisés contre le chômage partiel imposé et des suppressions de postes arbitraires, les quelque 80 grévistes (sur 120 salariés) ont tenu bon face aux pressions de leur direction, de Renault, des flics et des petits chefs violents.

Et leur détermination a payé. Au bout de la cinquième semaine de grève, ils ont obtenu satisfaction : la fin du chômage partiel, un plan de départ volontaire avec des indemnités supra-légales pour celles et ceux qui voulaient partir en retraite... et le paiement des jours de grève !

De quoi motiver les collègues de Renault et des autres sous-traitants : la grève, ça paie !

Chez Orpea, c'est la grève

Écœurement et colère chez les salariés d'Orpea, le groupe d'Ehpad privés dont le livre-enquête, *Les Fossoyeurs*, a montré l'avidité au gain. Vendredi 3 juin, 500 étaient en grève sur une trentaine d'établissements : Orpea a décidé de ne pas leur verser de prime d'intéressement (700 euros en moyenne).

Après avoir bien gavé ses actionnaires en rognant sur tout, réduisant au minimum la ration des résidents âgés, Orpea s'attaque à la paye des agents, mais pas de tous : trois de ses hauts cadres se payent des doubles salaires par le biais d'une filiale en Suisse, 143 000 euros pour un tiers temps pour l'un d'entre eux !

Orpea, c'est l'image crue et bien réelle du capitalisme, les travailleuses et travailleurs ont bien raison d'exiger leur dû.

Coulons les sous-marins, pas les hôpitaux !

Un sous-marin nucléaire flambant neuf a été livré à l'armée française cette semaine. Le premier joujou d'un programme d'une demi-douzaine d'engins capables de détruire une ville de dix millions d'habitants dans un rayon de mille kilomètres. Tout ça pour la somme modique de 9,1 milliards d'euros. Pendant ce temps, l'hôpital public a la tête sous l'eau !

La vérité des prix

L'inflation galopante fait chuter la consommation des classes populaires. Les grandes enseignes rivalisent donc de stratagèmes pour les attirer dans leurs supermarchés : prix « bloqués », promotions, réductions sur la prochaine facture. Intermarché va jusqu'à proposer une réduction soumise au quotient familial ! Le tout annoncé à grand renfort publicitaire.

Sauf que les prix « cassés » ne ciblent que quelques références parmi les 10 000 que comptent les grandes surfaces. Au moment de payer la note, ça coince toujours. Pourtant il y aurait une solution : ne pas augmenter les prix du tout !

Gaz à tous les étages

Après s'être illustrés en gazant les supporters de foot devant le Stade de France, les flics de Darmanin ont récidivé vendredi 4 juin en dispersant à coups de lacrymogènes des passagers à la gare de l'Est. Leur tort ? Juste vouloir monter dans des bus de substitution pour rentrer chez eux en banlieue alors que le trafic ferroviaire était interrompu.

« On veut des bus, pas des flics » disait un passager en galère. C'est qu'au pays des Macron, Darmanin et Lallement, les seconds sont plus fréquents que les premiers, et ils ont la lacrymo facile. Mais là, Darmanin ne peut pas sortir l'excuse des 30 000 voyageurs avec des faux tickets...

www.convergencesrevolutionnaires.org



@npaetincelle

@convergencesrevolutionnaires

